



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »

Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 17 octobre 2016

Election présidentielle : faire entendre le camp des travailleurs

Le premier débat des candidats à la primaire de la droite avait au moins un mérite : montrer leur hostilité à la classe ouvrière. Ils disent que la lutte des classes n'existe plus, mais ils la mènent... pour le grand capital ! Et Juppé, qu'on présente comme plus modéré, vaut bien les autres. Suppression des 35 heures ; baisse des allocations chômage ; démantèlement du Code du travail ; réduction des droits des syndicats ; report de l'âge de la retraite à 65 ans ; suppression de 300 000 à 500 000 postes de fonctionnaires ; hausse de la TVA : comme sept perroquets, ils répétaient les mesures les plus réactionnaires. Aux travailleurs et aux pauvres, ils promettaient du sang et des larmes. Pour les entreprises, des baisses massives de charges. Pour les riches, la suppression de l'impôt sur la fortune. On aurait dit sept marionnettes du Medef promettant aux millionnaires que demain, on rase gratis !

Il faut dire que la droite ne peut pas faire moins que Hollande. Sarkozy ou Fillon veulent maintenant entreprendre ce qu'ils n'ont pas osé faire quand ils étaient aux affaires. Le PS au gouvernement, avec ses mesures favorables aux capitalistes, leur a préparé le terrain. La droite veut abaisser les charges ? Hollande, Ayrault et Valls les ont massivement réduites ! La droite veut supprimer les 35 heures ? Ils lui ont mâché le travail avec les accords de compétitivité qui permettent par exemple aujourd'hui à Smart de faire travailler ses salariés de Hambach 39 heures payées 37, en toute légalité. La droite veut démanteler le Code du travail ? La loi El Khomri a déjà supprimé de nombreux droits.

Avec une gauche et une droite aussi rétrogrades, le FN espère tirer les marrons du feu. Trop de travailleurs disent : « nous avons été déçus par la droite et par la gauche, alors essayons Le Pen ». Mais il n'y a rien à en attendre. Si elle fait de l'œil aux classes populaires, elle roule en réalité pour le grand patronat. Son programme économique, ce sont les baisses de charges patronales. Quand les travailleurs se battent, elle s'y oppose. Quand, à Air France, des salariés menacés de licenciement s'en étaient pris aux chemises de deux cadres, la nièce Le Pen avait dénoncé « le lynchage » de dirigeants dont elle était solidaire. Des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté contre la loi travail, mais le FN n'en était pas, alors que ses députés ne rechignent pourtant pas

à battre le pavé avec les grenouilles de bénitier, comme encore dimanche dernier contre le mariage homosexuel.

Le Pen espère, à son tour, accéder aux palais de la République. Elle écarte son père qui sentait trop le soufre et gênait ses ambitions. Comme les autres, elle mènerait la politique dictée par les capitalistes, dont les hommes politiques exaucent les volontés. Elle ferait comme Hollande et Sarkozy, en pire ! Le maire FN de Hayange veut expulser de ses locaux le Secours populaire qui vient en aide aux démunis. Cette politique encore plus dure envers les pauvres, Le Pen voudrait la mener dans tout le pays.

En fait, les trois principaux partis en concurrence pour l'alternance gouvernementale, le PS, le FN et la droite, sont d'accord sur le fond : la domination de la bourgeoisie. Eh bien, les travailleurs doivent défendre, eux, leurs intérêts ! Les élections ne permettent pas de changer les choses. Mais elles permettent au moins de dire ce qu'on pense.

En avril prochain, Nathalie Arthaud sera la candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle. Pour faire entendre le camp des travailleurs. Pour dire que le monde du travail n'a pas à faire les frais de la crise. Il est inacceptable qu'une multinationale comme ArcelorMittal ait pu fermer les hauts-fourneaux de Florange, avec la bénédiction du pouvoir. Il est inacceptable qu'une entreprise comme PSA fasse des profits record et veuille encore supprimer 2133 emplois, comme elle vient de l'annoncer. Il y a déjà six millions de chômeurs. Alors, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, sans diminution de salaire, en prenant sur les profits patronaux pour financer les emplois.

Bien sûr, un tel objectif ne pourra être atteint lors des élections de 2017. Pour cela, il faudra des luttes, des grèves et des manifestations massives. Car, oui, la lutte de classe existe, et les travailleurs doivent la mener. Mais l'élection présidentielle nous donne l'occasion de défendre une cause, de lever le drapeau de la lutte de classe. Il faut utiliser cette occasion et ne pas se taire. Le bulletin de vote pour Nathalie Arthaud permettra au moins de se faire entendre clairement. Et de dire que, quel que soit le futur gouvernement, il trouvera le monde du travail sur son chemin.



Samedi 22 octobre à 16h

FJT - Espace Pilâtre de Rozier - 2 rue Georges Ducrocq à **Metz**
Réunion publique de Lutte ouvrière avec Nathalie Arthaud,
une candidate communiste à l'élection présidentielle

Non aux suppressions d'emplois !

PSA compte supprimer 2 133 emplois l'an prochain, moitié des départs non remplacés, moitié avec des congés seniors. Cela après 17 000 emplois supprimés depuis 2013.

Il faut mettre un terme à cette hémorragie d'emplois et prendre sur les profits pour maintenir l'emploi plutôt que de prendre sur les emplois pour augmenter les profits.

Lâchez-nous !

Un grand nombre d'opérateurs qui espéraient pouvoir partir en congé sénior découvrent qu'ils risquent de devoir rester encore des années à l'usine. Il faut maintenant être reconnu officiellement handicapé, ou avoir des « problèmes d'employabilité » pour entrer dans les « nouveaux critères ».

Après des années de travail sur des postes pénibles, avec des horaires d'équipe, on doit encore amener la preuve qu'on a été usé par le boulot... contrairement à ceux qui prennent ce genre de décision !

Tous dans le collimateur

A l'EB, on vient de nous annoncer qu'un RU « ne faisait plus partie des effectifs PSA ». Tous ceux qui le connaissent savaient qu'il avait des problèmes. Se retrouver dehors, ce n'est pas ça qui va arranger ses problèmes !

Aucun salarié n'est à l'abri de la politique de réduction des effectifs. Combattons-la tous ensemble.

Pas étonnant !

Dans les briefings, on annonce qu'il y a beaucoup d'absents en ce moment : rhume, grippe, gastro font des ravages.

Ils ne se posent pas la question : et si on avait mis un peu de chauffage ?

Une seule classe ouvrière

En incitant nombre de travailleurs à abandonner leur CDI et en complétant les effectifs avec les intérimaires, PSA essaie de créer des divisions.

Mais tous les jours, dans les ateliers, on sait qu'on

fait le même travail pour le même patron.

Les temps modernes

Le salon de l'automobile a fermé ses portes. C'était à qui aurait le plus beau stand avec des voitures présentées comme des stars de cinéma.

Plutôt que des mannequins pour aguicher le client, il faudrait qu'il y ait des ouvrières de l'automobile : elles en auraient des choses intéressantes à raconter sur l'envers du décor.

Au voleur !

Selon le journal *Les Échos*, PSA a économisé 941 euros sur le coût de production de chaque véhicule depuis 2012.

Précarité, emplois supprimés, salaires bloqués... expliquent ces gains pour le patron. Des gains dont les consommateurs n'ont pas vu la couleur mais que nous avons senti passer.

Le mensonge du reclassement

Dans son plan de suppression d'emplois, PSA propose ce qu'ils appellent des reclassements, avec des formations qui se finissent souvent à Pôle emploi.

Ces reclassements ne sont en fait que des licenciements déguisés.

La crise, c'est pas pour les actionnaires

Avant l'éclatement de la crise financière, l'ensemble des constructeurs et équipementiers européens versaient 7 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

Ils leur ont versé 9 milliards en 2015 ! Et ils comptent faire bien mieux en 2016 en leur versant 14 milliards, le double d'avant la crise !

Et ils osent expliquer aux salariés que c'est la crise, qu'il faut faire des efforts ! À d'autres !

Résultat de la collecte

La collecte organisée il y a quinze jours pour financer le bulletin Lutte ouvrière a rapporté 179 euros. Merci à tous ceux qui ont versé, par leur geste ils contribuent à l'existence de cette parution régulière.